



UNIDROIT 2011
Etude LXV - Bourses ; Exéc. 23 rev.
Original: français
décembre 2011

PROGRAMME DE BOURSES DE RECHERCHES

Compte rendu d'exécution pour l'exercice 2011

I – Références

Le Programme de bourses de recherches est au point de rencontre de deux activités d'UNIDROIT : la coopération juridique avec les pays en développement et en transition économique, et la recherche juridique dans une bibliothèque de renommée internationale dans les matières du droit privé international, au siège d'une organisation pionnière dans l'harmonisation du droit privé.

Le Programme a été lancé en 1993 et a accueilli 220 chercheurs (fonctionnaires du gouvernement, universitaires, juges et praticiens) provenant de plus de 60 pays¹. Outre les avantages pour les bénéficiaires et leur environnement professionnel dans leurs pays, ce Programme a des retombées institutionnelles importantes, puisqu'il fournit à UNIDROIT des relais et des interlocuteurs souvent de très haut niveau dans les pays membres et non membres, qui contribuent à un meilleur échange d'informations entre l'Institut et les milieux juridiques locaux ainsi qu'à une diffusion sur place des travaux d'UNIDROIT.

La mise en œuvre du Programme est placée sous la supervision du sous-comité des bourses constitué au sein du Conseil de Direction. A sa réunion annuelle, le sous-comité est saisi d'un compte rendu annuel d'exécution présenté par le Secrétariat, des rapports de recherches des boursiers et des candidatures présentées pour l'exercice successif²

¹ Albanie (3); Algérie (3); Argentine (11); Arménie (1); Azerbaïdjan (2); Belarus (5); Bosnie-Herzégovine (1); Botswana (1); Brésil (5); Bulgarie (5); Burkina Faso (1); Cameroun (7); Chili (3); Chine (29); Colombie (5); Congo (République de) (1); Congo (République populaire de) (1); Costa Rica (1); Côte d'Ivoire (2); Croatie (2); Rép. Tchèque (2); Égypte (3); Estonie (2); Géorgie (1); Guinée (1); Hongrie (4); Inde (4); Indonésie (7); Iran (2); Kenya (1); Lao (Rép. Dem.) (1); Lettonie (3); Lituanie (4); Mexique (3); Moldavie (2); Mongolie (2); Maroc (4); Mozambique (1); Nigeria (4); Népal (1); Ouganda (1); Pakistan (2); Palestine (1); Paraguay (1); Pérou (2); Philippines (1); Pologne (5); République de Corée (1); Roumanie (6); Fédération de Russie (16); Sénégal (2); Serbie & Monténégro (3); Slovaquie (4); Slovénie (3); Thaïlande (1); Tunisie (8); Turquie (3); Ukraine (4); Uruguay (3); Venezuela (1); Vietnam (5).

² L'allocation des bourses suit les conditions posées dans chaque cas par les donateurs, ainsi que les recommandations formulées par le sous-comité des bourses, selon les critères suivants (établis et revus à chaque session du comité)

- a) préférence aux candidats conduisant des recherches sur les sujets qui font l'objet des activités d'UNIDROIT (réalisations passées, sujets du programme de travail actuel, droit privé au sens plus large);
- b) préférence aux candidats de niveau de troisième cycle d'études ("graduate" ou "post-graduate");
- c) objectif de réaliser la plus large distribution géographique quant aux pays de provenance des bénéficiaires;
- d) préférence aux candidats dont le projet de recherches obtiendra les plus larges applications pratiques;
- e) préférence aux candidats dont les connaissances linguistiques leur permettront de tirer le meilleur profit du matériel bibliographique disponible à la bibliothèque.

II – Financements disponibles en 2011

Ce Programme a été conçu à l'origine comme devant être financé pour partie par des fonds du budget général et par des financements *ad hoc* de contributeurs volontaires.

En conséquence, les ressources disponibles pour le programme sont susceptibles d'osciller chaque année, mais ont été relativement stables au cours des trois dernières années (2009 : 27.688,43 EUR ; 2010 : 29.859,03 EUR ; 2011 : 27.091,97). Elles sont utilisées avec la meilleure efficacité possible, notamment par l'allocation de bourses partielles qui ont fonction d'encouragement pour l'obtention par les candidats de financements complémentaires.

Les sources alimentant le programme en 2011 ont été les suivantes (sont ici reportés les financements versés en 2010 pour autant qu'ils ont été utilisés pour des bourses allouées en 2011, ainsi que les financements versés en 2011 alloués à des bourses allouées en 2011 ou qui seront allouées en 2012):

- ❖ Budget général d'UNIDROIT Chapitre XI (budgets 2010 et 2011 : 10.000 EUR): 2 bourses intégrales (en 2012) et 3 bourses partielles (1 en 2011 et 2 en 2012)
- ❖ Contributions volontaires ³:
 - ❖ Gouvernement de la République de Corée (contribution décembre 2010): 4 bourses intégrales (en 2011)
 - ❖ *Transnational Law & Business University (TLBU)* (contribution mai 2011) : 3 bourses intégrales (en 2012)
 - ❖ Gouvernement des Pays-Bas qui participe pour la première fois au Programme (contribution octobre 2011) : 1 bourse intégrale (en 2011)
 - ❖ La *UK Foundation for International Uniform Law* (contributions juin 2010 et juillet 2011): 2 bourses intégrales (1 en 2011 et 1 en 2012) et 2 bourses partielles (en 2011).
 - ❖ Membres du Conseil de Direction d'UNIDROIT et membres du Secrétariat à titre personnel (contribution 2011) : 1 bourse partielle (en 2012)
 - ❖ Le Gouvernement de la République populaire de Chine (MOFTEC): solde créditeur de la contribution pour le biennium 2004-2005 (2 bourses en 2012)

III – Chercheurs en 2011

Onze chercheurs ont été accueillis provenant de sept pays différents (voir la liste en ANNEXE II) qui ont été sélectionnés par le Sous-comité des bourses du Conseil de Direction, ou acceptés par le Secrétaire Général en vertu du Règlement des bourses. Pour des raisons logistiques et de programmation, une partie des boursiers reçus en 2011 ont bénéficié de financements alloués en 2010. Il est par ailleurs prévu d'accueillir huit boursiers au cours du premier semestre de 2012 avec des financements imputables à l'exercice 2011.

Les conclusions sommaires de recherches des bénéficiaires en 2011 portent témoignage du profit qu'ils estiment avoir retiré de l'opportunité de recherches qui leur a été offerte (étant entendu que les rapports sont pour certains de nature seulement descriptive, tandis que le résultat scientifique du séjour de recherche – sous forme d'article, thèse, livre etc. – peut intervenir plusieurs mois après le retour du chercheur dans son pays ; dans d'autres cas, le

³ Un compte rendu détaillé est fourni à chaque donateur pour la partie se rapportant à sa contribution, accompagné du rapport de recherches des boursiers qui ont été financés. Le tableau fourni en Annexe I indique les parts relatives de contributions versées au cours de l'exercice correspondant.

rapport de recherches prend la forme d'un article qui est annexé au rapport). Par ailleurs, le Secrétariat pense avoir noué de nouveaux liens prometteurs pour le renforcement de liens de coopération avec des universités et institutions de recherches, et avoir utilement soutenu la promotion des instruments d'UNIDROIT en vue de leur diffusion dans les Etats.

IV – Promotion du Programme de bourses de recherches

Le Programme de recherches fait l'objet d'une publicité officiellement communiquée à la fin de chaque année aux Etats membres et non membres ainsi qu'à un réseau de personnes et d'institutions potentiellement intéressées. L'information complète est accessible sur le site Internet d'UNIDROIT.

Le Secrétariat s'efforce de développer avec des institutions nationales universitaires ou de recherche des bourses conjointes conformément aux objectifs de chaque institution. Une formule possible consiste à intégrer un séjour de recherches à UNIDROIT comme récompense dans le cadre du cursus universitaire de doctorat ou à l'issue d'une compétition parmi les jeunes professeurs, à financer soit conjointement, soit entièrement à la charge de l'institution associée ou d'un tiers identifié par elle.

V – Perspectives

Le Secrétariat rappelle que ce programme qui relève à la fois de la formation et de la coopération juridique, s'est affirmé aussi comme un moyen efficace de renforcer les efforts d'harmonisation de l'Organisation : à ces deux titres, il est partie intégrante de la vocation d'UNIDROIT.

Le Secrétariat forme l'espoir que les donateurs volontaires renouvelleront leur participation, et que de nouveaux donateurs se joindront au programme, afin de maintenir les capacités d'octroi de bourses à un bon niveau, et pouvoir ainsi donner accueillir dans une mesure satisfaisante les candidatures présentées et acceptées au Programme de recherches.

(fin du texte – 2 annexes jointes)

ANNEX / ANNEXE I**UNIDROIT RESEARCH SCHOLARSHIPS PROGRAMME /
PROGRAMME DE BOURSES DE RECHERCHES D'UNIDROIT****Sources of Funding / Sources de Financements 2009-2011**

Sources of Funding / Sources de financements	Year / année *	Percentage with regard to total amount Pourcentage au regard du montant total reçu
UNIDROIT – Chap. XI	2009	36,12
	2010	33,49
	2011	36,91
<i>Transnational Law & Business University (TLBU)</i>	2011	25,96
<i>UK Foundation for International Uniform Law</i>	2009	21,08
	2010	20,08
	2011	20,40
Government of the Netherlands <i>Gouvernement des Pays-Bas</i>	2011	11,07
UNIDROIT Governing Council Scholarship / <i>Bourse du Conseil de Direction d'UNIDROIT</i>	2009	11,76
	2010	6,23
Including a contribution in 2011 by the UNIDROIT Secretariat / <i>Intégrant en 2011 une contribution du Secrétariat d'UNIDROIT</i>	2011	5,44
Government of the Republic of Korea / <i>Gouvernement de République de Corée</i>	2009	25,63
	2010	25,13
UNIDROIT Secretary-General's Scholarship / <i>Bourse du Secrétaire Général d'UNIDROIT</i>	2009	5,42
<i>US Foundation for International Uniform Law</i>	2010	15,07
Government of the People's Rep. China / <i>Gouvernement de la Rép. Pop. de Chine</i>	2009	p.m.***
Grant paid (on Nov 2002) for 2004-2005 <i>/ versement (en nov. 2002) pour 2004-2005</i>	2010	p.m.***

* The year of reference is the year in which the grant was paid; the amounts received are spent either during the year in which they were paid or in the course of the following year / *L'année de référence est celle du versement de la subvention, étant entendu que les sommes sont effectivement dépensées soit dans l'année du versement, soit durant l'année successive*

** Funded by the Governments of Switzerland and Luxembourg, the *AISBL Fonds Scientifique Jean Bastin* and the American Foundation for International Uniform Law / *avec le soutien des Gouvernements de la Suisse et du Luxembourg, de l'AISBL Fonds Scientifique Jean Bastin, et de l'American Foundation for International Uniform Law.*

*** Credit balance / *solde créditeur*

**UNIDROIT SCHOLARSHIPS PROGRAMME – 2011
PROGRAMME DE BOURSES DE RECHERCHES D'UNIDROIT – 2011**

**Scholars hosted at UNIDROIT in 2011 (including with 2010 funding) /
Chercheurs ayant effectué leur séjour à UNIDROIT en 2011 (y compris avec un financement imputable à 2010)**

BOZINA BEROS Marta	Croatia	Ph.D. Candidate, Univ. Ljubljana (Slovenia) / Siena (Italy) ; Assistant Lecturer, Faculty of Economics, Univ. Pula (Croatia)	UK Foundation (partial)	Indirectly held investment securities and the concept of “legal risk” – developing a legal context for securities market in Croatia
ZIGELBAUM Sergio Javier	Argentina	Professor of Corporate law and International Commercial Arbitration (UADE)	UNIDROIT (partial) Joint scholarship with the Universidad Argentina de la Empresa (UADE)	Towards a universal system of principles in transactional corporate law
FERRO CATAPANI Marcio	Bresil	Federal Judge, Tribunal Regional Federal da 3a Regiao (Federal Justice of the 3 rd District)	UK Foundation (partial)	The Development of Securities Markets in Latin America – a Comparative Approach of Market Rules
ROSHIDA Widyawati	Indonesia	Head of the Legal Department, Indonesian Central Securities Depository (ICSD)	Netherlands Government	An Analysis of Cross Border Securities Transactions
MANGATCHEV Ivan	Bulgaria	Assistant Professor, Faculty of Law, New Bulgarian University, Sofia (Bulgaria)	UK Foundation (partial)	Settlement Finality Systems : the Legal Framework
PHAM Tran Yen Anh	Vietnam	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Korean Government	Termination of Contract under UNIDROIT Principles of International Commercial Contracts and Vietnamese Law
LAI Jiaying	China (PR)	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Korean Government	The Retrieval of Chinese Stolen Cultural Objects under an International Law Perspective : an overview
WANG Qiao	China (PR)	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Korean Government	The Application of the 1995 UNIDROIT Convention on the Protection of the Cultural Objects which are Illegally Exported from other States to China
ZHANG Xian	China (PR)	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Korean Government	Illegality of Contracts: the Approach of the UNIDROIT Principles 2010 and its Legal Developments under Chinese Contract Law
MIAO Qing	China (PR)	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Transnational Law & Business University (TLBU)	The Investor's protection under the Geneva Securities Convention
CHAO Yan	China (PR)	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Transnational Law & Business University (TLBU)	Insider Trading regulation : an overview of legal issues under a comparative law perspective

**Scholars to be hosted at UNIDROIT in 2012 with a 2011 funding /
Chercheurs devant effectuer leur séjour à UNIDROIT en 2012 avec un financement imputable à 2011**

GAO Pengcheng	China (PR)	Faculty of International Law, China University of Political Science and Law	UK Foundation	The Way ahead for Enforcing Close-out Netting in China – Exploration on the Resilience of Chinese Law on the basis of the Draft Unidroit Principles
IRUNGU Sharon Gatwiri	Kenya	State Counsel at the State Law Office, Department of Treaties and Agreements	UNIDROIT (in cooperation with the Swiss Institute of Comparative Law)	East African Community : considerations for a unified contract legislation
ADEOJO Olanrewaju Oladokun	Nigeria	Associate Professor, Olabisi Onabanjo University, Ago-Iwoye	UNIDROIT	CISG and UNIDROIT Principles: Challenges for the Anglo-Phone Countries of Africa
KIRLI AYDEMIR Deniz Defne	Turkey	Ph.D Candidate, Research Assistant, Private International Law Department, Institute of Social Sciences, Mar mara University	UNIDROIT (partial)	Provisional and protective measures in international litigation, especially in European Law and in UNIDROIT Principles
TRUONG Thu Ngan	Vietnam	Transnational Law & Business University (TLBU), Korea, Master's Degree of Law (L.L.M)	Transnational Law & Business University (TLBU)	A Comparative Study on Close out Netting the Suggestion for the Close-out Netting Enforceability under Vietnamese Law
SHANG Min	China (PR)	Principal staff member of the Legal Department, China Securities Regulatory Commission	Government of the People's Rep. China / MOFCOM	Legislation of Securities Dematerialization in the light of the Convention on Substantive Rules for Intermediated Securities
FAN Yina	China (PR)	Official at Treaty & Law Department, Ministry of Commerce, PRC	Government of the People's Rep. China / MOFCOM	UNIDROIT Principles of International Commercial Contracts 2004 and the Contract Law of the People's Republic of China in a Comparative Perspective